

# Copenhague : un succès : même le consensus scientifique ne saurait se substituer au processus politique

Autor(en): **Erard, Lucien**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2009)**

Heft 1850

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014020>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Copenhague: un succès

*Même le consensus scientifique ne saurait se substituer au processus politique*

Lucien Erard (21 décembre 2009)

Un succès puisque le réchauffement climatique est à l'agenda des chefs d'Etat ou de gouvernement, presque tous présents, convaincus de la gravité de la situation. Ils auront été entendus partout dans le monde.

Ceux qui parlent d'échec devraient s'en prendre à eux-mêmes. S'engager concrètement à réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> tient de l'invocation aux Dieux, de

plans tirés sur la comète. Limiter les émissions de CO<sub>2</sub> exigera des changements majeurs dans le fonctionnement de nos économies et de nos sociétés, des sacrifices douloureux pour nos pays et leurs citoyens. Comment des gouvernements responsables pourraient-ils prendre des engagements contraignants alors qu'ils n'ont encore que de vagues idées sur la façon dont ils pourraient les tenir? Des gouvernements qui

devront pour cela convaincre leurs opinions publiques d'accepter des mesures draconiennes, des sacrifices importants. Des gouvernements qui, dans les démocraties, n'ont encore aucune idée de la façon et surtout des chances qu'ils ont de les faire accepter par leurs électeurs. C'est là que se jouera le succès ou l'échec, pas à Copenhague.

## Retour sur les minarets: où sont ces élites aujourd'hui tant décriées?

*Les élites suscitent l'ire méprisante de l'UDC, dont le discours populiste s'en prend aux personnes susceptibles de l'empêcher de dicter l'agenda*

Yvette Jaggi (21 décembre 2009)

En Suisse aussi, la dénonciation des élites est un thème récurrent, alimenté par la pratique intensive de la démocratie directe qui multiplie les occasions de réaffirmer la légitimité suprême du peuple, par essence détenteur d'une vérité ne souffrant pas la discussion. Au point qu'il paraît iconoclaste de rappeler, comme l'a écrit encore tout récemment Alex Dépraz (DP 1848), que si le peuple a toujours raison, il ne peut pas valablement décider l'impossible. À cet égard, le refus des minarets, prononcé par 57,5 % des votants et 22 des 26 cantons et demi-cantons, est déjà entré

dans les annales comme l'exemple prototypique d'une décision sujette à caution: elle contrevient en effet selon toute vraisemblance à la Convention européenne des droits de l'homme sous le contrôle de la Cour du même nom établie à Strasbourg et comprenant des juges suisses.

### Nouvelles «élites» et vieux reproches

De toute évidence, l'initiative contre les minarets a ravivé les ressentiments de ses tenants à l'encontre des élites, accusées à la fois de désinformation préalable à la votation et ensuite de mépris de la volonté

populaire pourtant clairement exprimée. Qui sont donc ces élites, continuellement citées mais jamais expressément définies? On sent bien qu'il ne s'agit pas de la bourgeoisie visée par les marxistes ni des classes dominantes qui auraient pu lui succéder, encore moins des intellectuels que l'on n'entend plus – et depuis longtemps – s'affirmer comme détenteurs d'un savoir dont ils voudraient assurer le partage et la diffusion. Font désormais figure d'élites d'autres catégories: les leaders d'opinion de toutes obédiences (y compris sportives, mondaines, etc.), les dirigeants des grandes unités